

Weitz, Raanan, *From Peasant to Farmer: A Revolutionary Strategy for Development*, The Columbia University Press, 1971.

Éric Waddell

Volume 4, numéro 3, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700330ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700330ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Waddell, É. (1973). Compte rendu de [Weitz, Raanan, *From Peasant to Farmer: A Revolutionary Strategy for Development*, The Columbia University Press, 1971.] *Études internationales*, 4(3), 365–369. <https://doi.org/10.7202/700330ar>

mais de la libre convertibilité des monnaies dont ce marché n'est que la conséquence logique et de l'incapacité des gouvernements à s'entendre pour refreiner les excès des mouvements de capitaux et de la spéculation.

Les crises de 1967 à 1971 rappellent étrangement celles des années 1920-1930 alors qu'il n'y avait pas de marché de l'euro-dollar. L'instabilité monétaire internationale et l'inefficacité relative des politiques monétaires nationales sont le prix dont il faut payer la libre convertibilité des monnaies. Entre les deux attitudes actuelles, face à ce problème, le laisser-faire presque total, d'une part, où les gouvernements ferment les yeux sur la spéculation qui joue les monnaies les unes contre les autres, le dirigisme total de l'autre, où toutes les entrées et sorties de capitaux dans un pays donné sont contrôlées par l'État, il nous semble qu'il y a place pour une attitude médiane. Celle-ci reposerait sur une concertation internationale des grands pays et la création d'un organisme supranational qui imposerait des règles et limiterait la spéculation effrénée.

Ceci nous amène à l'avant-dernière partie du livre, exposée par H. Bourguinat, sur l'Europe des monnaies et sur les difficultés que les pays du Marché commun ont rencontrées, dans leur marche hésitante vers une unification monétaire.

L'effondrement du plan Werner qui avait finalement été adopté par la Commission de la CEE a démontré amplement que les gouvernements européens ne sont pas encore prêts à abandonner cette partie fondamentale de leur souveraineté qu'est le contrôle de la monnaie nationale. Faute de place il ne nous est malheureusement pas possible de nous étendre davantage sur ce sujet fort intéressant de l'intégration des monnaies européennes.

Dans la dernière partie, « Propos d'étape », J. Denizet propose un plan de réforme du système monétaire international basé sur l'abolition du dollar comme monnaie internationale. En compensation, les États-Unis se verraient remettre leurs dettes à court terme à l'égard du monde, dettes qui s'élèvent actuellement à quelques \$50 milliards. Le financement de ce plan se ferait par une augmentation du prix de l'or de \$35. l'once (1971) à \$57. l'once. Il y a beaucoup à dire en faveur d'un moratoire des

dettes américaines mais son financement occasionnerait de nouveau de nombreux problèmes.

En conclusion, Perroux, Denizet et Bourguinat ont écrit là un remarquable petit ouvrage qui intègre des domaines aussi disparates que la théorie de l'inflation, le mécanisme de l'euro-dollar et le fonctionnement du système monétaire international, sans oublier l'intégration des monnaies européennes, en un tout logique et cohérent. Leurs thèses sont ingénieuses et donnent à réfléchir, même si on peut ne pas être toujours d'accord avec eux sur l'interprétation des événements historiques et sur l'importance relative des différentes causes du bouleversement actuel.

Gérard GARNIER

*Sciences de l'administration,
Université de Sherbrooke.*

WEITZ, Raanan, *From Peasant to Farmer: A Revolutionary Strategy for Development*, The Columbia University Press, 1971.

Le développement du secteur agricole est une chose nécessaire, ne serait-ce que pour répondre aux besoins vitaux d'une population mondiale qui s'accroît et s'urbanise rapidement. Cependant, il est assez difficile à réaliser, car l'expert en développement agricole doit presque constamment s'efforcer d'accroître l'intérêt des populations rurales, en leur faisant comprendre l'importance vitale du développement dans un tel secteur. Il doit créer chez ces populations rurales le désir de se moderniser et de s'impliquer dans un processus pour lequel il y a peu d'attraits et qui ne leur apporte que peu de bénéfices tangibles. Si toutefois notre but est de réaliser cette tâche, ce livre semble au moins nous offrir une stratégie saine qui nous permettrait de développer les infrastructures appropriées.

Le Dr Weitz, économiste agricole et maintenant directeur du *Settlement Study Centre* à Rehovat en Israël, a été impliqué depuis au-delà de trente ans dans les politiques de développement rural, principalement dans son propre pays, mais aussi dans différentes parties du Tiers-Monde. Il a donc pu profiter des leçons tirées des erreurs commises dans ce genre de

développement depuis les deux dernières décennies, tout en demeurant malgré tout profondément influencé par le particularisme de l'expérience israélienne.

Nous devons insister dès le début sur le fait que, malgré ce que laisse croire le titre de l'ouvrage, ce livre n'est en aucun sens révolutionnaire, à moins que ce terme soit pris dans son sens étymologique (révolution = rotation), ce qui signifierait un retour au modèle strictement européen du processus de développement. Dans cet ouvrage, Weitz part de deux propositions. La première affirme qu'on ne peut arriver à un développement agricole sûr et continuels qu'en mettant sur pied une base agricole solide, laquelle doit en même temps être fortement intégrée au développement de l'industrie et des services. La deuxième proposition affirme que le processus de développement rural doit respecter les besoins et les structures psychologiques et sociologiques de base des populations impliquées : des institutions telles que la famille et la communauté doivent ainsi être non seulement protégées, mais aussi encouragées.

La première proposition n'est pas particulièrement originale. Des phénomènes comme l'urbanisation croissante et incontrôlée, l'importation accrue dans le secteur de l'alimentation, et la rentabilité limitée du développement de l'industrie de capital ont obligé plusieurs experts en développement à reconsidérer les stratégies des années cinquante et soixante. Cependant, la deuxième proposition est beaucoup plus intéressante pour le spécialiste des sciences humaines, car elle indique que Weitz peut apporter un élément important à la profession de planificateur, à savoir une certaine dose d'humanisme : celui-ci se rend compte en effet de la nécessité de conserver plutôt que de détruire l'essentiel de ces sociétés que le planificateur désire manipuler pour des fins purement économiques.

Au début du livre, Weitz pose la question de la compatibilité de la ferme familiale avec les exigences d'une agriculture moderne. Et il répond que cela est possible en autant que des structures appropriées de soutien (techniques et autres services) sont mises sur pied. Il en est venu à une telle conclusion par une analyse des expériences faites dans un certain nombre de pays développés, soient les fermes familiales de Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni, et des

États-Unis, *versus* les fermes collectives de l'URSS et les fermes coopératives de Yougoslavie, et l'expérience des moshav en comparaison de celle des kibboutz en Israël.

Dans ce livre, l'auteur cherche surtout à identifier ce que doivent comporter ces structures de soutien ou « cadre institutionnel ». La première des deux sections est centrée sur l'élaboration théorique, basée sur l'analyse d'un grand nombre d'expériences spécifiques et variées, à partir du *moshav* israélien, en passant par l'*ejido* mexicain, jusqu'à la *cassa per il mezzogiorno* italienne. La deuxième section indique au lecteur comment créer d'une façon pratique de telles structures, et identifie les problèmes auxquels il devra vraisemblablement faire face. Weitz nous fournit donc à la fois une analyse académique et un manuel pour planificateur agricole, le tout étant très bien intégré.

Les concepts servant de fondement à la discussion sont d'ordre sociologique et spatial (hiérarchique). On considère ici que la ferme familiale doit se transformer progressivement de la formule vivrière *simple subsistance* à une production mixte *mixed farming*, c'est-à-dire une diversification progressive incorporant en cours d'opération un élément croissant de commercialisation, pour finalement aboutir à une production spécialisée. De plus, un tel cheminement implique le développement simultané de structures de soutien à trois paliers où seront créées de nouvelles institutions au niveau du village, de la région, et enfin de la nation. De cette façon, les interactions nécessaires entre les facteurs sociaux et économiques sont assurées dans la mesure où la notion d'agriculture comme mode de vie est confirmée en même temps que sont respectés les impératifs d'un système économique moderne.

Weitz soutient donc que ces nouvelles institutions servent à la fois à éliminer les faiblesses habituelles du petit fermier face au secteur externe (faiblesses liées à l'échelle de l'entreprise, au manque de capital et de connaissances nécessaires) et à assurer le flot continu d'informations dans les deux sens, soit entre les planificateurs et la population. De cette façon, il est possible de respecter les préférences de cette dernière en même temps que les priorités de l'économie nationale ; cela permet également d'éviter des erreurs coûteuses telles que l'adoption, à l'aveuglette, de nouvelles techniques et

méthodes qui s'avèrent par la suite inappropriées. En effet, en appliquant une telle stratégie la ferme familiale devient capable de répondre adéquatement à une demande sans cesse croissante.

Au fond, la position de Weitz milite en faveur du coopératisme au niveau de la communauté, permettant ainsi de garder intactes la famille et la propriété familiale. Une telle approche est évidemment très familière aux Québécois, dont la renaissance économique des années trente fut intimement liée à la naissance du mouvement coopératif.

En tant que critique, nous avons trouvé ce livre réconfortant si on le situe dans la marée de littérature émanant des pays développés, dont chaque ouvrage semble toujours un peu plus radical dans ses recommandations, ce qui devient donc de plus en plus traumatisant pour les populations concernées. Cependant, à mesure que la tâche achève, il subsiste deux doutes. Le premier est sans doute mineur, considérant les objectifs avoués de l'auteur, mais le second est plus important en ce sens qu'il a trait à la possibilité même de mise en application de la stratégie proposée.

Malgré la familiarité évidente de l'auteur avec la littérature concernant son sujet d'étude (dont l'éventail comprend les sciences sociales et économiques, de la sociologie rurale à la géographie économique), celui-ci conserve néanmoins des préjugés archaïques envers l'agriculture vivrière, qu'il considère de façon essentiellement négative: faible productivité, sous-utilisation de la main-d'œuvre, manque de complexité, etc. De telles observations ne sont pas conformes aux faits ou déformement beaucoup la réalité. Plusieurs systèmes d'agriculture vivrière ont un niveau de production très élevé, et la plupart d'entre eux sont extrêmement complexes et caractérisés par un niveau de stabilité écologique beaucoup plus élevé que certains systèmes plus « modernes ». De plus, et cela est d'une importance majeure, le seuil du niveau de la demande étant relativement peu élevé, les gens n'ont pas à travailler très fort alors que, d'autre part, la diversité des productions agricoles leur assure une alimentation beaucoup plus adéquate que celle de populations rurales plus « avancées ». Qu'on pense par exemple à la diversité des récoltes obtenues dans les jardins où l'on pratique

l'essartage, ou encore à l'extrême complexité des rizières du Sud-Est asiatique, qui ont pu soutenir des densités de population rurale de l'ordre de 2 000 personnes au mille carré, et ce dans certains cas pour des durées de 1 000 ans ou plus, tout en ne causant que des perturbations mineures à l'environnement et au bon fonctionnement de la société; de telles constatations confirment nos assertions concernant l'agriculture vivrière.

Comme nous l'avons dit dès le début, le développement du secteur agricole est une chose nécessaire pour une foule de raisons. Il faut ainsi, entre autres choses, répondre aux besoins croissants d'une population qui s'urbanise; mais ce processus d'urbanisation a parfois été lui-même encouragé et stimulé dans le but précis de démarrer le développement. Étant donné que les populations rurales doivent répondre à cette réalité du développement, qu'elles le souhaitent ou non, il est plus simple pour notre conscience de nous convaincre que ce développement est également dans leur intérêt. Malheureusement, la vérité est souvent toute autre; mais il serait injuste de critiquer Weitz sur un sujet aussi fondamental, car après tout, nous sommes tous victimes de notre époque.

Le second aspect qui nous inquiète est beaucoup plus pertinent par rapport à l'essence du livre lui-même. Il est clair que les propositions de Weitz sont reliées de très près à son expérience israélienne, expérience que nous ne croyons pas nécessairement représentative, ni appropriée, comme modèle de développement pour la plus grande partie du Tiers-Monde.

Bien que l'auteur désire préserver l'intégrité de la famille, il recommande néanmoins des transformations radicales à d'autres niveaux, particulièrement en ce qui a trait à l'organisation spatiale du développement rural où des services nouveaux et une main-d'œuvre spécialisée doivent devenir disponibles, et ce à grande échelle. Pour de nombreuses raisons, Israël était un terrain particulièrement propice à l'application d'une telle stratégie et il n'y a donc rien de surprenant à ce que celle-ci se soit avéré un succès. Les planificateurs ont commencé à partir d'une situation qu'on pourrait qualifier de *tabula rasa*, c'est-à-dire un territoire nouvellement acquis qu'il fallait occuper et développer pour des raisons stratégiques autant qu'économiques, ainsi qu'un flot conti-

nel d'immigrants qu'il fallait absorber. Les structures de Weitz formaient une partie intégrale de la politique de dispersion de la population d'un gouvernement central, politique qui visait à répartir également les citoyens à travers le nouveau pays. Il est important de noter que la grande majorité de ceux qui s'établirent dans les *moshav* et les centres régionaux venaient de milieux urbains et devaient alors être formés pour leur nouvelle occupation de fermier, ou bien possédaient déjà les qualifications requises pour remplir les autres types d'occupation. Aussi faut-il mentionner qu'ils étaient énormément motivés par leur désir de bâtir collectivement le nouvel État d'Israël, et donc vraisemblablement très ouverts à toutes les informations et les directives les concernant qui émanaient des structures de développement régional. Enfin, la diaspora juive a constamment fourni au nouvel État le capital nécessaire au financement d'un tel développement. En somme, la population et l'espace étaient très malléables, les motivations existaient dès le départ et on avait en mains les moyens, c'est-à-dire le capital et les connaissances requises. Pouvons-nous dire que la même situation se retrouve dans la plupart des pays du Tiers-Monde? Il est important de noter que même dans le cas d'Israël, une telle stratégie de développement rural ne fut jamais appliquée à la population arabe, et que les nouveaux immigrants venant d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient s'intègrent moins bien aux structures définies par Weitz.

L'auteur suggère à l'occasion dans le texte qu'il est sensible à ce genre de critique. À la page 53, par exemple, il admet que dans la plupart des endroits «... *the existing structure presents an insurmountable obstacle to flexible physical planning*». Mais il rejette vite ce problème en assurant au lecteur que «tout change» et qu'il suffit simplement de s'assurer que les changements se font dans la bonne direction. Ailleurs, à la page 118, il reconnaît qu'Israël possédait à la fois une abondante main-d'œuvre hautement spécialisée que nécessite l'établissement de nouvelles structures institutionnelles, ainsi que le climat idéologique propice pour attirer cette main-d'œuvre vers le travail en milieu rural. Comme solution à une réticence possible de la part des gens à aller vivre à la campagne, il propose l'établissement

de «petits centres tranquilles», sorte de centres d'achats dispensant des services professionnels, où les spécialistes iraient travailler le jour, pour retourner à leur résidence de ville en fin de journée. Une telle solution est possible pour un pays de la taille d'Israël où le système de communication est bien développé, mais nous pouvons difficilement imaginer son application dans des pays comme l'Indonésie ou Madagascar.

Nous voyons donc inévitablement que les suggestions de Weitz évoquent beaucoup plus la création de stratégies de relocalisation à grande échelle comme moyen d'établir un environnement rural approprié, que la transformation des populations rurales déjà établies. Et ses exemples sont effectivement tirés en grande partie d'expériences telles que la *cassa per il mezzogiorno* en Italie, le *gerzira board* au Soudan, le *watersehap* (autorité des polders) en Hollande, etc. Les expériences récentes nous indiquent que de telles stratégies sont extrêmement coûteuses, et que même si les terres sont disponibles, aucun pays en voie de développement ne peut envisager de transformer plus qu'une fraction de 1% de sa population en ayant recours à de telles stratégies. Ce genre de développement rural, axé sur de forts investissements en capital, est un luxe que peu de pays peuvent s'offrir, et cette option est de plus en plus délaissée, tout comme l'est le développement de l'industrie de capital.

Weitz nous met en garde contre l'adoption sans discernement de la technologie des pays développés par les pays en voie de développement, et il en appelle à l'établissement d'un dialogue entre les planificateurs et la population afin d'assurer le succès de l'entreprise. Et pourtant nous ne pouvons nous empêcher de nous demander s'il n'est pas tombé dans le piège contre lequel il nous met lui-même en garde; il semble ainsi vouloir appliquer avec plus ou moins de discernement les idées et les modèles retenus de son expérience israélienne, lesquels sont à leur tour largement inspirés des modèles européens, et demeurer prisonnier d'une école de pensée qui considère le capital comme étant l'essentiel de la croissance qu'il faut, certes, appliquer au secteur rural plutôt qu'au secteur urbain. Jusqu'à quel point l'expérience israélienne est-elle unique? Fut-elle même conforme à la stratégie qu'il décrit et

préconise, c'est-à-dire y avait-il des communautés à préserver, et les gens furent-ils consultés dans le processus de la planification? Dr Weitz seul peut répondre à ces questions. Son livre est certes encourageant, mais pas tout à fait convaincant.

(Nous sommes très reconnaissant de l'aide de Jeffrey Davidson, qui a porté à notre attention plusieurs points pertinents de l'expérience israélienne, et à Fernand Fillion, qui a été principalement responsable pour la préparation de la version française de ce compte rendu)

Eric WADDELL

Géographie,
Université McGill.

✓ GUÉRIN, Daniel, *Anarchism*, (traduction de *L'anarchisme: De la doctrine à l'action*, Gallimard, Paris, 1965), introduction de Noam Chomsky, Monthly Review Press, New York et Londres, 1970, 166p.

« L'anarchisme, nous dit Daniel Guérin, est en premier lieu et plus que toute autre chose, une révolte qui jaillit du plus intime de soi (*a visceral revolt*) », et un « anarchiste est par-dessus tout un homme révolté. » Voilà, à la vérité, une définition au sens large de l'anarchisme; aussi l'auteur tente de définir ce phénomène en termes et au moyen d'analogies qui sont aussi générales que sa définition. La première partie du livre décrit « les idées et les thèmes fondamentaux de l'anarchisme »; la seconde s'emploie à cerner « l'anarchisme dans la démarche révolutionnaire ».

L'auteur est peut-être celui qui est le plus connu des hommes d'étude sur ce continent à cause de son excellent ouvrage, *La lutte des classes sous la Première république (1793-1797)*. Mais dans le volume présent, *Anarchism*, il cherche à distiller à notre avantage l'essence d'une réalité toute actuelle plutôt de décrire simplement l'histoire d'un mouvement sectaire politique et philosophique. Dans la première partie, de nature théorique, il discourt avec un sens très critique des concepts d'organisation, de concurrence, de l'État, du fédéralisme, etc., tels que traités dans les œuvres de Max Stirner, Proudhon, Bakunin, Kropotkin et Malatesta. Il cherche à décanter ce qui lui apparaît le plus profond et le plus

significatif dans la pensée de ces grands théoriciens anarchistes et il écarte simplement ce qui lui semble dépassé (par exemple, l'athéisme, ou encore l'optique traditionnaliste de la famille et de la morale sexuelle chez Proudhon). Il souligne l'originalité de Stirner (comme le fit Marx dans sa satire violente, *Saint Marx*) et situe le laitier berlinois au même niveau du théoricien anarchiste que Bakunin et Proudhon. En quoi réside la différence essentielle entre les socialismes libertaire et autoritaire? Guérin s'emploie à y répondre en démontrant par l'analyse les vues les plus profondes des libertaires, non pas ce que l'anarchisme a été mais ce qu'il peut ou pourrait être.

Cependant, l'auteur définit en tout premier lieu l'anarchisme comme « une révolte viscérale » plutôt qu'une idéologie; voilà pourquoi la seconde partie de son livre tente de la décrire dans ses manifestations les plus authentiques. Ici, il traite brièvement des éléments anarchistes de la révolution russe, des conseils d'usine italiens de 1919 à 1921 et, s'étend un peu plus sur ceux de la révolution espagnole. En fin de livre, l'auteur fait cette remarque surprenante par laquelle il juge « la révolution de mai 1968 en France » comme « de caractère socialiste libertaire très accentué » (p. 156-157) et rend un hommage chaleureux à Daniel Cohn-Bendit en le décrivant comme « le symbole vivace de la révolution ».

Après les élections de 1973, il nous faut vraiment nous demander si mai 1968 fut une « révolution » en France, et comme tous ceux qui étaient à Paris en ces jours, nous interroger pour comprendre comment un intellectuel doué d'un esprit analytique aussi lucide et pénétrant que celui de l'auteur ait pu croire à ce mythe fabriqué par les médias par lequel Cohn-Bendit fut véritablement « un symbole vivant » pour ces *enragés* du boulevard St-Michel lors de ces jours de crise. Qui en effet en avait déjà entendu parler? Et plus encore, comment Guérin peut-il comparer cette révolution d'opérette de mai 1968 avec la lutte atroce et mémorable où vie et mort se jouèrent pour tous ces anarchistes de la guerre civile espagnole? La conception de l'anarchisme dans ce livre est si étendue que l'effort analytique et même littéraire de nous la présenter avec ses « concepts clés » et ses « grands moments » rend le mouvement assez